

### Atelier « Etat-Providence et cohésion sociale »

**Thème : Comment l'Etat-providence contribue-t-il à la cohésion sociale ? (Regards croisés, classe de première)**

#### **Rappel des indications complémentaires du programme**

- *On montrera comment l'État social contribue, à travers la définition de droits sociaux et la mobilisation d'instruments divers, à favoriser la cohésion sociale en luttant contre la pauvreté, l'exclusion et les discriminations.*

#### **1. Problématique(s) au regard du programme :**

Dans quelle mesure le revenu universel contribue-t-il à la cohésion sociale et à la lutte contre la pauvreté ?

#### **2. Axes à traiter, plan du raisonnement :**

- Le rôle de l'Etat (différents instruments)
- Un nouvel instrument possible pour lutter contre la pauvreté : le revenu universel ?

#### **3. Activités possibles avec les élèves et ressources**

- Document 2 (en annexe) : activité de sensibilisation

Maladie, vieillesse, famille... : une liste d'exemples pour comprendre quelles sont les prestations sociales

Solidarité verticale et horizontale

Des prestations sociales peuvent-elles créer un sentiment de honte ? (Notion de stigmatisation).

3% des prestations sociales versées pour lutter contre la pauvreté, est-ce suffisant ?

- Document reliant la richesse et la pauvreté (PIB par habitant et taux de pauvreté) :
  - o Qu'est-ce qu'on peut faire ?
  - o Réponse des élèves (on peut donner de l'argent aux pauvres...)
    - Il faut une redistribution
    - Il faut des services publics

- Il faut un revenu universel

- Vidéo Dessine-moi l'éco

<b>Ceux qui sont contre (limites)</b>	<b>Ceux qui sont pour (avantages)</b>
Inactivité Assistanat	Egalité Réservé à quelle population
Quels questionnements cela pose-t-il ?	

- Document 5 (1<sup>er</sup> paragraphe) :

But du revenu universel : éviter la stigmatisation en sortant de l'assistance

#### 4. *Ressources à exploiter*

- Sydo. Dessine-moi l'éco. [en ligne]. <http://dessinemoileco.com/le-revenu-universel-est-ce-une-bonne-idee/>

**Document 2 :**

La France consacre près d'un tiers de son PIB (32,2 %, soit 689,8 milliards d'euros en 2014) à la protection sociale, ce qui place notre pays parmi ceux qui ont mis en place les systèmes les plus développés et les plus complets du monde.

Si l'essentiel de cette dépense correspond à la couverture, selon une logique assurantielle, des risques maladie et vieillesse, les prestations visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion représentent une vingtaine de milliards d'euros et sont complétées notamment par les aides au logement (18 milliards d'euros) et les prestations familiales (54,1 milliards d'euros), qui représentent une part importante des ressources des familles modestes.

Prestations sociales versées en 2014, par risque

	En Md €	En %
Maladie	196,1	28%
Invalidité	38,3	6%
Accidents du travail - Maladies professionnelles	7,1	1%
Vieillesse	275,5	40%
Survie	37,8	5%
Famille	54,1	8%
Insertion et réinsertion professionnelle	3,5	1%
Chômage	39,3	6%
Logement	18,0	3%
Pauvreté - exclusion sociale	20,1	3%
Total	689,8	100%

Source : Drees, panorama des minima sociaux, édition 2016

### Document 5 :

Le but du revenu universel n'est pas de donner un supplément de revenu à tout le monde, la plupart des gens n'en ont pas besoin. Non, le véritable mérite du revenu universel est de simplifier les procédures et de supprimer les délais pour ceux qui en ont vraiment besoin. Et surtout, de supprimer le principe selon lequel les pauvres doivent quémander leur pitance. Vivre décemment est un droit inconditionnel, non une charité qui se mendie. Il faut absolument cesser de traiter la pauvreté sur le mode policier, répressif et moralisateur. La pauvreté n'est pas une faute qui mérite suspicion, mais un malheur qui mérite solidarité et respect. (...)

Mais il n'y a pas que l'argent dans la vie, (...). L'insertion dans de bonnes relations sociales, la reconnaissance des autres, viennent aussi de l'exercice d'une activité. Or, précisément, le revenu universel peut libérer des énergies pour le travail associatif ou des activités artistiques peu rémunératrices, et jouer le rôle de subvention à une vie sociale plus épanouissante. Il peut aussi encourager la prise de risque et la création de petites entreprises. Mais cela n'élimine pas la nécessité de faire un effort spécial pour aller vers le plein emploi, et ne pas avoir peur de mobiliser les moyens de l'Etat pour accompagner les entreprises d'insertion, les secteurs qui embauchent, et pénaliser fortement les entreprises qui licencient pour augmenter leurs dividendes. [Atkinson n'hésitait pas à envisager de donner à l'Etat un rôle d'employeur en dernier recours](#), ce qui n'est pas facile à organiser -les ateliers nationaux et autres camps de travaux forcés pour miséreux ont laissé de mauvais souvenirs- mais mérite d'être vu comme une partie d'un ensemble de mesures visant à déplacer le poids de la fiscalité vers d'autres sources que le travail.

Source : [Marc Fleurbaey](#) Economiste, professeur à la Princeton University, 3 février 2017